

MAROC

Monarchie constitutionnelle dotée d'un Parlement élu, le Maroc compte environ 34 millions d'habitants. Conformément à la Constitution, le pouvoir ultime revient au roi, Mohammed VI, qui préside le Conseil des ministres et désigne ou agréé les membres du gouvernement. Le roi peut démettre les ministres de leurs fonctions, dissoudre le Parlement, convoquer de nouvelles élections et gouverner par décret. Le pouvoir législatif est bicaméral, et la Chambre des Représentants peut dissoudre le gouvernement par une motion de censure. Les élections législatives multipartites de 2007 à la Chambre des Représentants se sont bien déroulées et elles ont été marquées par la transparence et le professionnalisme. Selon les observateurs internationaux, elles ont été relativement exemptes d'irrégularités de la part des autorités gouvernementales. Les forces de sécurité rendent compte aux autorités civiles.

Les citoyens n'ont pas le droit de changer les dispositions de la Constitution déclarant que le Maroc est une monarchie et que l'islam est la religion d'État. Il a été fait état de tortures et d'autres violations de la part des divers organes des forces de sécurité. Les conditions de détention ne répondaient toujours pas aux normes internationales. D'autres arrestations arbitraires et détentions au secret ont été signalées, tandis que les forces de police et de sécurité continuaient d'agir en toute impunité. La politique du pouvoir, tout comme la corruption et l'inefficacité, ont pesé sur la justice qui n'est pas totalement indépendante. Le gouvernement a restreint la liberté de la presse. La corruption a continué de poser de graves problèmes dans toutes les branches du gouvernement. Le travail des enfants, en particulier dans le secteur informel non réglementé, et la traite des êtres humains ont continué de poser des problèmes.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit d'être à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Il n'a pas été fait état de cas où les pouvoirs publics ou leurs représentants auraient commis des meurtres politiques ; toutefois, des décès de prévenus en garde à vue ont été signalés. Le 11 septembre, Fodail Aberkane, âgé de 37 ans, a été arrêté à Salé et inculqué pour consommation de cannabis. Libéré après 48 heures de détention, il est retourné plusieurs jours après pour récupérer ses biens, une moto et un téléphone mobile. C'est alors qu'il a été emprisonné après une altercation, accusé de « voies de fait envers des agents dans l'exercice de leurs fonctions ». Deux jours plus tard, il était transféré dans un hôpital de Rabat où il était déclaré mort. Les autorités ont entamé une enquête, mais personne n'avait été inculqué à la fin de l'année.

Dans l'affaire remontant à 2008 d'Abderrezzak Kadiri, mort après une manifestation violente à l'Université Cadi Ayyad à Marrakech, une autopsie effectuée par les autorités en 2009 a déterminé que ses blessures étaient compatibles avec des voies de fait criminelles. En août, les autorités gouvernementales ont indiqué que la police avait arrêté et inculqué un suspect pour coups et blessures en relation avec la mort de M. Kadiri, puis la famille de M. Kadiri a retiré sa plainte contre le gouvernement.

Contrairement aux années antérieures, les forces de sécurité n'ont pas été mises en cause dans la mort de migrants cherchant illégalement à transiter par le Maroc pour se rendre en Europe (voir la section 2.c.). Les autorités n'ont fourni aucune information complémentaire concernant la mort d'un migrant qui, selon des ONG internationales de défense des droits de l'homme, aurait été tué par la police à la frontière de Melilla en janvier 2009.

b. Disparition

Le Code pénal marocain exige que les forces de sécurité informent les détenus des accusations qui pèsent sur eux et communiquent à leur famille le lieu où ils se trouvent dans les 48 heures. La loi contre le terrorisme de 2003 prévoit une exception à cette règle en permettant aux autorités de détenir des suspects sans en informer leur famille pour une durée maximale de 96 heures. Cette période de détention initiale peut être renouvelée deux fois, jusqu'à atteindre 12 jours au total. En outre, les autorités peuvent refuser de divulguer des informations sur les accusations qui pèsent sur le prévenu à son avocat pendant deux jours au plus après l'expiration du délai de détention initial de quatre jours (voir la section 1.d.).

Le gouvernement a déclaré qu'il se conformait à la législation dans toutes les affaires et qu'il n'y avait pas de cas de disparition. Toutefois, l'Association Marocaine des Droits Humains (AMDH), les ONG internationales Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International (AI) et le Parti de la Justice et du Développement (PJD), parti politique islamiste, ont fait valoir que dans au moins 13 cas les autorités n'avaient pas respecté les dispositions du Code pénal ni de la loi contre le terrorisme, et que les périodes prolongées passées dans des lieux inconnus équivalaient à des disparitions. Les pouvoirs publics et l'Organisation Marocaine de Droits Humains (OMDH), une ONG nationale, ont contesté ces accusations, affirmant que l'arrestation et la détention provisoire avaient été assimilées à tort à des enlèvements et des disparitions forcées, et que les familles avaient été tenues informées du sort des personnes détenues.

En ce qui concerne les affaires de disparitions non résolues remontant aux années 1970 et 1980, le Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH), organe du gouvernement, a poursuivi la coopération avec le Bureau des Nations Unies du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), qui tente d'enquêter sur les allégations de disparitions forcées ou involontaires. Le CCDH a fourni au HCDH des informations concernant 56 affaires que ce dernier estimait non résolues. Le CCDH et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont fait remarquer que de nouvelles allégations concernant des disparitions survenues pendant les années 1970 et 1980 continuaient d'être signalées. Depuis 2004, l'Instance Équité et Réconciliation (IER) et le CCDH, qui lui a succédé, ont mené des enquêtes sur environ 938 cas de disparitions forcées prolongées d'opposants au régime, de l'année de l'accession à l'indépendance du Maroc en 1956 à 1999. L'IER et le CCDH ont établi que seules 290 affaires étaient bien des disparitions forcées perpétrées par l'État. Le CCDH a reconnu qu'en raison de l'absence d'éléments probants, il ne serait probablement pas en mesure de résoudre les 56 autres affaires. Le CCDH a fourni au HCDH des informations concernant ces 56 affaires non élucidées.

Des groupes de défense des droits de l'homme représentant des Sahraouis ethniques, qui habitent partout au Maroc et constituent la majorité de la population du Sahara occidental, ont déclaré

qu'au moins 114 affaires n'étaient toujours pas élucidées et ils ont accusé le CCDH et l'IER de ne pas reconnaître de nombreux autres cas de disparitions qui avaient eu lieu entre l'époque de l'indépendance, en 1956, et 1999, notamment au Sahara occidental.

À la fin de l'année, le CCDH a indiqué qu'il avait indemnisé 15.000 victimes, ou des membres de leur famille, de disparitions ou d'autres violences perpétrées entre 1956 et 1999. Au cours de l'année, 331 personnes ont reçu des paiements, au titre de réparations, pour un montant total de 46.233.210 dirhams (5.540.289 dollars É.-U.). Le CCDH a fait remarquer que, même s'il avait continué à recevoir des demandes de réparations au cours de l'année et à les examiner, sa stratégie portait désormais sur la réalisation de projets de réparation communautaire, notamment la fourniture d'assurance médicale aux familles des victimes. Au cours de l'année, le CCDH a procuré 979 cartes d'assurance maladie à des personnes vivant au Maroc ainsi que sur le territoire du Sahara occidental. Certaines ONG ont affirmé que le CCDH avait un fonctionnement administratif inadéquat et que son processus de réparation n'était pas transparent, ce qui menait à des indemnisations inégales et se caractérisait par un manque de critères objectifs pour l'attribution des indemnités.

En mai, le CCDH a financé le rapatriement des restes d'Abdeslam Ahmed Ettaoud, dont la dépouille avait été retrouvée dans une tombe secrète à Ghefsay en 2005. M. Ettaoud avait été enlevé par des hommes armés affiliés au parti de l'Istiqlal en juin 1956.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi interdit de telles pratiques et les pouvoirs publics ont nié recourir à la torture. Toutefois, de nombreuses ONG et beaucoup d'articles des médias ont fait état d'actes de torture et de violences commises par des membres des forces de sécurité sur les personnes sous leur garde, en particulier pendant le transport et au cours de la détention provisoire.

Le CCDH n'a publié aucun compte rendu sur les tendances globales concernant les incidents impliquant des actes de torture et d'autres violences au cours de l'année. Toutefois, les médias indépendants et des groupes marocains de défense des droits de l'homme, parmi lesquels l'AMDH et l'OMDH, se sont déclarés inquiets de l'augmentation présumée de l'implication des forces de sécurité dans les arrestations arbitraires et les actes de torture commis dans des prisons et commissariats de police.

Le 28 juin, la police de Fès a arrêté sept membres de l'organisation Justice et Bienfaisance (également connue sous le nom de Al-Adl Wal Ihsane) à leur domicile et elle les a immédiatement transférés à la prison de Casablanca. Ils ont été accusés d'avoir enlevé et torturé un ancien membre de leur organisation, de vol à main armée, de violence et d'appartenance à une organisation non autorisée. Par l'intermédiaire de leurs avocats, de proches et d'autres membres de Justice et Bienfaisance, Abdellah Bella, Mohamed Slimani, Tarik Mahla, Hicham Mesbahi, Azzedine Slimani, Abou Ali Lamnaouar et Hicham Houari ont affirmé que la police les avait passés à tabac devant leur famille avant de les arrêter, puis de les torturer pendant les trois jours de leur détention à Casablanca. Au cours de ces trois jours, ils ont déclaré avoir été battus, torturés à l'électricité, sodomisés avec des stylos, suspendus en l'air, privés de soins médicaux et maintenus les yeux bandés en permanence. Justice et Bienfaisance, l'AMDH et l'OMDH ont affirmé qu'un médecin des autorités compétentes, ayant examiné sept des hommes les 7 et 8

juillet, avait constaté des blessures caractéristiques de la torture et de mauvais traitements. Le gouvernement a nié ces allégations et déclaré que les hommes avaient été arrêtés suite à une plainte déposée par Mohamed Elrahzy, un avocat de Fès et ancien membre de Justice et Bienveillance. M. Elrahzy a affirmé avoir été enlevé le 17 mai par les sept hommes qui l'avaient torturé, puis relâché. Justice et Bienveillance, l'AMDH, l'OMDH et deux partis politiques marocains, le PJD et l'Union Socialiste des Forces Populaires, ont publiquement appelé à une enquête indépendante. Le 30 août, les accusés ont déposé une plainte contre la police judiciaire après la publication du rapport médical sur les actes de torture qu'ils auraient commis. Le 21 décembre, la Cour d'appel de Fès a abandonné les poursuites contre les accusés en raison de l'absence d'éléments probants.

Le 16 juillet, la Chambre criminelle près la Cour d'appel de Rabat a confirmé les condamnations de 2008 à l'encontre de 35 personnes accusées d'avoir constitué un groupe terroriste, de complot, de vols et d'autres crimes pour financer leurs opérations. La Cour a réduit à 10 ans les peines de prison de quatre des accusés associés à des partis politiques islamistes et d'un journaliste, et elle a libéré de prison un homme politique du parti socialiste parce qu'il avait déjà purgé sa peine. Bon nombre ont fait appel des verdicts pour divers motifs, notamment que le tribunal avait omis de soumettre leur cas à un expert médico-légal conformément à la loi contre la torture ; certains accusés ont affirmé que leurs aveux avaient été falsifiés ou obtenus sous la torture (voir la section 1.e).

Le 31 mars, la Cour d'appel de Marrakech a statué sur l'appel de 11 étudiants qui affirmaient avoir été victimes d'actes de violence et de torture de la part de la police et avaient été condamnés à des peines de prison pour leur participation à des manifestations violentes à l'Université Cadi Ayyad en 2008. Le tribunal a confirmé les condamnations et allongé la peine d'un des étudiants, de deux à trois ans, et d'un autre, de deux à quatre ans. Le 15 mai, les neuf autres étudiants ont été libérés après avoir purgé leur peine. Selon des ONG nationales et internationales, les étudiants ont affirmé dans leur appel que les forces de sécurité avaient recouru à la torture, au harcèlement sexuel et à d'autres violences, particulièrement pendant leur arrestation et leur détention provisoire. Le tribunal n'a pas examiné les allégations de torture (et les autorités n'ont pas mené d'enquête à ce sujet) et il a réaffirmé que les enquêtes de police avaient montré que les blessures des étudiants venaient des affrontements pendant les manifestations, au cours desquelles des étudiants avaient lancé des cocktails Molotov et des pierres sur les policiers, et endommagé des biens publics. Les pouvoirs publics n'ont pas fourni de nouvelles informations concernant le cas de Qadimi El Ouali, qui a été grièvement blessé en 2008 au cours des manifestations à l'Université Cadi Ayyad.

Les autorités ont continué à renforcer l'application de la loi de 2006 contre la torture, qui requiert que les juges fassent examiner un détenu par un expert médico-légal à sa demande ou à celle de son avocat, ou si le juge remarque des marques suspectes sur lui. Les pouvoirs publics ont indiqué qu'entre janvier et septembre, le parquet et les magistrats avaient requis des examens médicaux pour 31 personnes, contre 27 en 2009 et 49 en 2008. Les médias et des ONG de défense des droits de l'homme ont recensé des cas dans lesquels les dispositions de la loi contre la torture n'avaient pas été appliquées.

Conditions de vie dans les prisons et les centres de détention

Les conditions de détention restent mauvaises et ne répondent pas en général aux normes internationales. Les prisons étaient surpeuplées, induisant de mauvaises conditions d'hygiène. Il n'a pas été signalé de problème particulier en matière de ventilation, de température, d'éclairage et d'accès à l'eau potable. L'Observatoire Marocain des Prisons (OMP), une organisation regroupant des avocats qui militent pour de meilleures conditions de détention, et d'autres ONG de défense des droits de l'homme ont continué au cours de l'année à signaler que les prisons étaient surpeuplées, susceptibles d'être des foyers de violence, et qu'elles ne répondaient pas aux normes locales et internationales. Les pouvoirs publics ont déclaré que les 60 prisons abritaient quelques 61.405 détenus au 31 août, procurant environ 1,50 m² de surface par détenu, ce qui est bien inférieur à la norme internationale de 9 m². Les rapports publiés par l'OMP en 2008 et 2009 avançaient que le système carcéral pour adultes fonctionnait à 133 % environ de sa capacité. Plusieurs ONG estimaient que le nombre de mineurs incarcérés se situait entre 1.800 et 6.000. Dans de nombreux cas, ils étaient devenus des adultes à la fin de leur peine.

Selon les autorités, 84 détenus étaient décédés en prison, 67 (80 %) d'entre eux ayant été hospitalisés sous la responsabilité du ministère de la Santé ; 26 (32 %) des décès signalés étaient dus à des problèmes cardiaques. En raison de contraintes administratives et du manque d'accès aux prisons, les ONG locales de défense des droits de l'homme n'ont pas été en mesure de confirmer ni de contester ces chiffres. Les pouvoirs publics ont reconnu qu'il était difficile d'apporter des soins adéquats étant donné les conditions de surpeuplement et ont fait remarquer que les prisons situées dans des villes comme Casablanca étaient particulièrement surpeuplées à cause de la rénovation de prisons voisines, comme celle d'Oukacha.

L'affaire Mohamed Al Amin Akalay, qui était mort en détention en 2009, a été classée sans suite par les autorités qui ont estimé que son décès avait été provoqué par des problèmes cardiaques.

La Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire (DGAP), un organisme qui relève directement du Premier ministre et, de manière officieuse, du roi, est chargée de gérer toutes les prisons du pays. Elle dispose de son propre budget et de son administration centrale. La DGAP a obtenu des fonds supplémentaires au cours de l'année pour construire de nouveaux établissements, réduire la surpopulation carcérale et augmenter l'espace vital par détenu, améliorer les soins de santé et d'autres conditions de vie, et renforcer la sécurité. Le ministère de la Justice dirige toujours le développement et la réforme de la politique pénale.

Bien que la loi exige que les détenus mineurs soient séparés des adultes dans les prisons, cela n'a pas toujours été le cas dans la pratique. Trois centres de détention, officiellement connus sous le nom de centres d'éducation et de réforme (CER), sont exclusivement réservés aux jeunes jusqu'à l'âge de 20 ans. Plusieurs autres établissements pénitentiaires pour adultes ont des quartiers réservés aux mineurs. En raison du manque d'établissements carcéraux pour mineurs, les jeunes sont parfois détenus avec les adultes, en particulier lors de la détention provisoire et dans les commissariats. Au 31 août, les autorités gouvernementales comptaient 4.851 jeunes de moins de 20 ans dans différentes prisons. Des groupes de défense des droits de l'homme ont indiqué que les jeunes contrevenants étaient maltraités par d'autres mineurs, des détenus plus âgés et des gardiens de prison. Les délinquants condamnés pour délits mineurs étaient souvent placés dans la même cellule que des personnes condamnées pour des infractions plus graves. Selon les chiffres

officiels, seulement 3 % des détenus étaient des femmes et les quartiers des femmes étaient moins surpeuplés. Les femmes étaient détenues séparément des hommes.

Les autorités ont commencé à mettre en œuvre des programmes d'enseignement et de formation professionnelle dans les prisons. La Fondation Mohammed VI pour la réinsertion des détenus, dirigée directement par le roi, offre une formation éducative et professionnelle aux jeunes détenus sur le point d'être libérés. La Fondation gère des CER dans 38 des 60 prisons du pays et travaille avec plus de 4.000 prisonniers chaque année. Les diplômés des programmes de formation de la Fondation ont un taux de récidive de 3 %, ce qui contraste avec la moyenne nationale de 40 %. Depuis 2008, les autorités gouvernementales ont ouvert trois nouveaux établissements pénitentiaires à Khouribga, Tétouan et Oued Zem. Elles ont fermé deux prisons depuis 2008, à Inzegane et Khouribga, en raison des mauvaises conditions sanitaires qui y régnaient.

Elles administrent également 22 centres de protection de l'enfance (CPC), parmi lesquels cinq sont destinés spécifiquement aux filles. Les CPC visaient initialement à fournir une solution alternative à la prison pour les jeunes délinquants mineurs. Toutefois, ces centres servent désormais à abriter des délinquants, des enfants SDF, des victimes de violence familiale, des toxicomanes et d'autres « enfants en détresse » qui n'ont commis aucun crime. Contrairement aux prisons, les CPC sont gérés par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Des militants pour la défense des droits de l'homme ont fait valoir que l'administration pénitentiaire réservait un traitement et des conditions plus sévères à certains prisonniers tels que les islamistes. Les pouvoirs publics ont nié les allégations selon lesquelles ils accordaient des traitements différents à certains détenus et maintenu qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques au Maroc. Les prisonniers ont fréquemment recouru à la grève de la faim pour exiger une amélioration des conditions de détention ou protester contre la longueur de la détention préventive. La plupart de ces grèves de la faim se sont terminées en quelques jours suite aux concessions consenties par les autorités gouvernementales ou carcérales. Bien que les autorités pénitentiaires fournissent trois repas par jour aux prisonniers, les quantités de nourriture demeuraient insuffisantes et c'est pourquoi familles et amis apportaient régulièrement des aliments aux détenus.

Le gouvernement a autorisé des observateurs indépendants des droits de l'homme, y compris des groupes locaux de défense des droits de l'homme, mais pas les groupes internationaux ni les médias, à visiter les prisons. Comme les années précédentes, ce sont majoritairement les membres des familles des prisonniers qui leur ont rendu visite en prison. Au moins 600 visites ont été effectuées par les autorités judiciaires pour différentes raisons ayant trait au contrôle. La DGAP a également signalé que 88 commissions régionales ou parlementaires avaient effectué des visites dans les prisons au cours de l'année. Les autorités ont recensé 132 visites par des ONG nationales au cours des six premiers mois de l'année. Les ONG ont signalé que, si des ONG internationales avaient effectué des visites dans des prisons au cours des années précédentes, le nouveau directeur de la DGAP avait généralement découragé de telles visites, qui ont d'ailleurs cessé. Le CICR n'a visité aucune prison durant l'année.

Le quasi gouvernemental CCDH a servi de médiateur pour les droits de l'homme et il a continué à étendre la portée de ses activités. Il a reçu les plaintes de prisonniers et de membres de leur famille par écrit au nom des membres de leur famille emprisonnés (voir la section 1.e.).

La politique du gouvernement autorise les ONG qui fournissent des services sociaux, éducatifs ou religieux aux détenus à entrer dans les établissements carcéraux, mais pas les ONG qui ont uniquement reçu mandat de défendre les droits de l'homme, sauf si elles sont munies d'une autorisation spéciale. Il n'a pas été signalé que des prisonniers et détenus s'étaient vu refuser l'autorisation de pratiquer leurs religions respectives. Les membres de différentes ONG, parmi lesquelles l'OMDH, l'AMDH, l'OMP et l'Association Sahraouie Des Victimes des Violations Graves des Droits de l'Homme Commises par l'État du Maroc (ASVDH), ont rendu régulièrement visite à des prisonniers pour leur distribuer des vivres et des articles personnels ainsi que pour vérifier leur santé et leurs conditions de vie en qualité « d'amis ou de membres de la famille », et non en tant que représentants d'ONG de défense des droits de l'homme.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La loi n'interdit pas l'arrestation ou la détention arbitraire et la police a recouru à ces deux pratiques. La police n'applique pas toujours la procédure régulière. Selon des ONG et des associations locales, il lui arrivait de ne pas s'identifier au moment d'arrêter un suspect et d'intervenir sans mandat.

L'appareil de sécurité se compose de plusieurs organisations policières et paramilitaires dont les fonctions se recoupent. La Police Nationale (DGSN) est chargée du contrôle des frontières et de l'immigration, ainsi que de l'application de la loi dans le pays, et elle relève du ministère de l'Intérieur. Cependant, la surveillance des frontières est assurée par différentes entités qui interviennent à des titres divers. Par exemple, les Forces Armées Royales Marocaines prennent en charge les frontières du Sahara occidental et du sud avec l'Algérie. L'armée, les Forces auxiliaires, les gendarmes, la police et les autorités douanières sont présents le long de la partie nord de la frontière orientale avec l'Algérie.

Les Forces auxiliaires sont des entités distinctes qui ont des responsabilités dans le domaine de la sécurité et qui relèvent aussi du ministère de l'Intérieur. Elles sont souvent utilisées pour appuyer les gendarmes ou la police si nécessaire. La Gendarmerie Royale relève du ministère de la Défense et elle est chargée de l'application de la loi en milieu rural et sur les routes nationales. La police judiciaire, principal organe d'investigation, est une entité hybride de la DGSN et du ministère de la Justice. Tant la Gendarmerie Royale que la police judiciaire font rapport au procureur du roi, qui ordonne les enquêtes. La police judiciaire enquête sur les violations du droit pénal, le terrorisme, le crime organisé et la criminalité en col blanc. Le département de la Sécurité Royale dépend du roi.

Les personnels de sécurité ayant commis des violations des droits de l'homme n'ont pas été systématiquement poursuivis. À cause de la corruption et de l'impunité, la police était moins efficace et respectait moins l'état de droit. La petite corruption était répandue parmi les policiers et les gendarmes et, plus largement, la corruption du système entravait le travail des forces de l'ordre et des instances judiciaires.

Le 23 février, le roi a émis une haute décision royale visant à moderniser et à professionnaliser la police nationale, la Direction Générale de la Sécurité Nationale, en la rendant autonome. Les pouvoirs publics ont déclaré que ces changements visaient à améliorer la qualité des recrues et à réduire la corruption. Plusieurs composantes de la décision du roi ont été mises en œuvre. Le 1er octobre, des agents de la circulation ont commencé à porter des badges d'identification avec photo dans l'exercice de leurs fonctions. Cette mesure devrait permettre de réduire la corruption généralisée parmi les agents de la circulation et elle permettra aux citoyens de signaler les abus et de constituer des dossiers à ce sujet. Alors que cette décision ne comporte pas de dispositions pour une formation complémentaire des forces de sécurité, les autorités ont effectué davantage d'enquêtes, augmenté les poursuites à l'encontre des personnels de sécurité et renforcé la formation, notamment avec une composante droits de l'homme.

Le ministère de l'Intérieur a accru ses enquêtes sur les abus de pouvoir, les violations des droits de l'homme et la corruption dans tous les services de sécurité relevant de sa compétence. Au cours de l'année, les autorités ont fait savoir qu'elles avaient arrêté, poursuivi ou ouvert des enquêtes sur 332 instances des autorités gouvernementales ou responsables de la sécurité à tous les niveaux, pour des crimes allant des coups et blessures à la petite corruption dans tout le Maroc et au Sahara occidental. Il s'agissait notamment de poursuites pour des affaires de trafic de drogue ou d'implication dans l'encouragement à l'immigration illégale contre trois chefs de la police, 25 agents de police et des douanes, 21 membres du personnel des Forces auxiliaires et 16 officiers des Forces Armées Royales et de la Marine Royale. Des informations pour cette année n'étaient pas disponibles sur le nombre de condamnations et de sanctions, et de nombreux autres incidents de corruption présumée n'ont jamais fait l'objet d'enquêtes. Les dossiers restaient souvent bloqués au niveau de l'enquête ou du procès, sans être résolus.

Procédures d'arrestation et traitement au cours de la détention

Aux termes de la loi antiterroriste, après la période de garde à vue de 96 heures, deux prolongations de 96 heures chacune sont autorisées à la discrétion du procureur. Conformément à la loi, une personne peut être détenue sans jugement pour une période allant jusqu'à un an, le temps que le magistrat chargé de l'enquête termine son travail.

Les ONG ont continué de signaler qu'environ 90 % des mineurs incarcérés étaient en détention provisoire. La loi prévoit un système limité de libération sous caution ; elle est toutefois rarement accordée. Certains juges n'étaient pas au courant de la loi qui autorise la mise en liberté sous caution ou d'autres dispositions relatives aux condamnations alternatives. La loi ne requiert pas d'autorisation écrite pour qu'une personne soit libérée. Dans certains cas, les juges libèrent les prévenus sur parole. La loi antiterroriste ne prévoit aucun système de libération sous caution. Selon un code militaire distinct, les autorités militaires sont autorisées à arrêter des membres de l'armée sans mandat ni procès public.

Selon la loi, tout accusé a le droit d'être représenté par un avocat et, lorsqu'il n'en a pas les moyens, un avocat commis d'office lui est proposé lorsque la peine de prison requise dépasse les cinq ans. Cette disposition n'est pas toujours respectée dans la pratique.

Au 31 août, les prévenus en détention provisoire représentaient 42 % des 61.405 détenus incarcérés.

Grâce royale

La grâce royale est utilisée comme principal mécanisme judiciaire de libération anticipée, à la place d'un système de libération conditionnelle. Le roi a gracié 1.838 prisonniers au cours de l'année. La grâce peut prendre la forme d'une libération, d'une réduction de peine ou d'un transfert dans un autre établissement.

e. Dénier de procès public équitable

La Constitution prévoit un pouvoir judiciaire indépendant, mais, dans la pratique, les tribunaux n'ont souvent pas agi de façon indépendante et étaient affaiblis par

Au cours de l'année, les pouvoirs publics ont manifesté une certaine volonté de s'efforcer de lutter contre la corruption. L'inspecteur général du ministère de la Justice a enquêté sur 65 plaintes pénales ou éthiques à l'encontre de juges (contre 55 en 2009), ce qui a entraîné le renvoi de 16 juges devant le Conseil Judiciaire Suprême pour faire l'objet de mesures disciplinaires.

Lors du procès en 2008 de 35 suspects accusés de terrorisme, dont les condamnations ont été confirmées le 16 juillet, les accusés ont fait valoir qu'ils avaient été privés d'un procès équitable à cause des déclarations publiques du ministre de l'Intérieur avant le procès, qui avait affirmé que les accusés étaient présumés coupables.

Les accusations graves contre des civils soupçonnés de porter atteinte à la sûreté de l'État, y compris concernant la monarchie, l'islam ou l'intégrité territoriale (c'est-à-dire la revendication de souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental), sont généralement examinées par des tribunaux civils. Les affaires de trahison doivent être jugées devant un tribunal militaire. Bien que les affaires d'intégrité territoriale puissent également être renvoyées devant un tribunal militaire, les critères selon lesquels cela peut se faire ne sont pas transparents. Il est également difficile de savoir quelles instances sont habilitées à prendre une telle décision (voir le rapport sur le Sahara occidental). Il est possible de faire appel des jugements rendus par les tribunaux militaires. En fonction de la décision du tribunal militaire, les affaires peuvent parfois être amenées par devant une Cour d'appel civile. Les ONG et les tenants d'une réforme judiciaire ont fait valoir que les autorités intervenaient dans les affaires du pouvoir judiciaire, en particulier dans les affaires politiques, ce qui compromettait parfois le caractère équitable du procès.

En 2008, le colonel-major Kaddour Terhzaz, âgé de 73 ans, a été arrêté pour avoir prétendument porté atteinte à la sécurité du pays en divulguant des informations relatives à la défense nationale. Le tribunal militaire permanent des Forces armées marocaines de Rabat a reconnu M. Terhzaz coupable et l'a condamné à 12 ans de réclusion à la prison de Salé. En 2009, le tribunal militaire a rejeté un pourvoi en cassation (l'équivalent d'une cour d'appel militaire) contre le verdict. En mai, un avocat a présenté un ultime mémoire demandant que l'affaire soit rouverte afin d'examiner de nouveaux éléments de preuve, mais le tribunal l'a rejeté. Les membres de la famille de M. Terhzaz et l'AMDH ont affirmé qu'avant le procès initial, son avocat de la défense n'avait pas eu suffisamment de temps pour préparer le dossier et que les officiels avaient empêché l'avocat de lui rendre visite. Plusieurs ONG ont déclaré qu'aucun témoin n'avait été

autorisé à témoigner lors de son procès. Des membres de la famille de M. Terhzaz ont également indiqué qu'il était soumis à l'isolement cellulaire depuis novembre 2009. En novembre 2010, il y était encore. Les pouvoirs publics soutiennent que le dossier Terhzaz est une question de sécurité nationale et que les poursuites à son encontre ont été équitables et transparentes.

En ce qui concerne l'affaire des sept militants sahraouis arrêtés en octobre 2009 sur des accusations de « coopération avec une entité étrangère en matière de renseignement » et « d'incitation à troubler l'ordre public » après leur visite dans des camps de réfugiés sahraouis près de Tindouf et à Alger, ils étaient toujours tous les sept accusés d'incitation à troubler l'ordre public à la fin de l'année ; l'accusation de coopération avec une entité étrangère en matière de renseignement a été rejetée. Quatre des militants ont été mis en liberté provisoire pendant l'année et trois étaient toujours en prison à Casablanca. Après qu'on ait plusieurs fois tenté de tenir le procès, les trois accusés attendaient toujours leur jugement par devant un tribunal civil à la fin de l'année (voir le rapport sur le Sahara occidental).

Procédures régissant les procès

Les procès ont lieu sans jurés conformément aux principes du Code Napoléon.

Bien que les autorités gouvernementales prétendent que les accusés sont traduits en justice dans un délai de deux mois, les procureurs peuvent demander jusqu'à cinq fois la prolongation des deux mois de détention provisoire. En théorie, un accusé peut être maintenu en détention avant d'être jugé pour une durée allant jusqu'à un an. Selon plusieurs sources, les autorités ont maintenu couramment en détention les prévenus au-delà de la limite d'un an.

Les accusés ont le droit d'être présents à leur procès et de consulter leur avocat en temps voulu, mais ces droits n'étaient pas toujours respectés dans la pratique. Des avocats n'étaient pas nommés pour tous les dossiers ou, s'ils l'étaient, ils étaient mal rémunérés ou n'étaient pas envoyés en temps voulu, ce qui empêchait souvent de procurer une défense correcte à l'accusé. D'après la loi, les accusés dans des affaires criminelles et de droits de l'homme ont accès aux preuves à charge. Dans la pratique, les juges ont parfois empêché ou retardé l'accès à ces éléments. En vertu de la loi, les avocats de la défense peuvent interroger les témoins. Certains juges auraient parfois refusé à la défense le droit d'interroger des témoins ou de présenter des témoins ou des pièces susceptibles d'affaiblir le dossier de l'accusation.

Les inculpés sont présentés devant un tribunal de première instance. Si le juge décide que des aveux ont été extorqués par la force, la loi requiert qu'ils soient exclus des pièces à charge. Des ONG de défense des droits de l'homme ont fait valoir que les juges rendaient souvent leur décision en se fondant sur des aveux forcés, en particulier dans les affaires concernant des Sahraouis ou des individus accusés de terrorisme.

La loi accorde à tous les citoyens des droits en matière de procédures de première instance. Les tribunaux familiaux règlent généralement les affaires de divorce et de garde des enfants pour les citoyens musulmans, conformément au Code de la famille de 2004. Un système juridique parallèle traitait les affaires familiales liées aux ressortissants marocains juifs en conformité avec la Loi juive traditionnelle. Les juges pour mineurs ont compétence sur les affaires relatives aux

infractions qui auraient été commises par des mineurs âgés de 12 à 18 ans. Toutefois, des ONG ont signalé que l'ignorance des juges concernant les dispositions légales et leur manque de formation en matière de droits de l'homme et de l'enfant avait pour conséquence que les dispositions touchant les enfants n'étaient pas utilisées et qu'un grand nombre de mineurs recevaient des peines d'emprisonnement pour de petits délits.

Prisonniers et détenus politiques

La législation ne définit pas la notion de prisonnier politique ni ne reconnaît ce statut. C'est pourquoi les pouvoirs publics ne considéraient aucun des détenus du Maroc comme étant des prisonniers politiques et déclaraient que tous avaient été condamnés ou inculpés conformément au droit pénal et attendaient leur jugement. Toutefois, plusieurs ONG, parmi lesquelles l'AMDH, des organisations sahraouies et des groupes militants amazighs (berbères) ont affirmé que les autorités emprisonnaient des personnes pour leurs activités ou convictions politiques en les arrêtant pour de soi-disant crimes relevant du droit pénal.

Procédures et recours judiciaires civils

Un médiateur national résout les affaires civiles lorsque la justice ne parvient pas à le faire et il a progressivement étendu l'éventail de ses activités. Au 31 juillet, le médiateur avait reçu 2.476 plaintes. Il en avait jugé 1.835 recevables et les avait renvoyées à d'autres administrations publiques, le cas échéant. Si le CCDH n'a pas directement pris de mesures sur des affaires spécifiques, il a continué à procurer un canal par lequel les citoyens ont pu se plaindre de malversations ou de violations des droits de l'homme de la part des pouvoirs publics.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer ou la correspondance

La loi stipule qu'un procureur peut délivrer un mandat de perquisition pour un motif valable, en particulier dans les affaires suspectées d'être liées au terrorisme, mais

Comme lors des années précédentes, les autorités auraient perquisitionné les domiciles de membres de l'organisation Justice et Bienfaisance, un groupe islamiste caritatif et sociopolitique que les pouvoirs publics toléraient mais ne reconnaissaient pas officiellement, et elles auraient ensuite interdit certaines activités dans ces lieux. Des membres de cette association auraient utilisé leurs domiciles pour organiser des réunions « portes ouvertes » sur des sujets politiques. Les 20 et 29 mai, les autorités ont détenu pour les interroger 342 membres, hommes et femmes, de Justice et Bienfaisance à Oujda, Tanger et Zaïo. Comme les années précédentes, elles ont effectué des opérations de police pendant le Ramadan, arrêtant 21 membres au moins de Justice et Bienfaisance et dispersant de force des réunions dans des résidences privées, dans plusieurs villes. Selon des membres de cette organisation, la DGST aurait été responsable de ces actes de harcèlement. Dans presque tous les cas, les autorités arrêtaient, interrogeaient, puis relâchaient sans les inculper les membres de Justice et Bienfaisance.

Des militants sahraouis ont indiqué que lorsque des ONG tenaient des réunions au domicile de leurs membres, il arrivait que des agents de police, tant en civil qu'en uniforme, interviennent (voir le rapport sur le Sahara occidental).

Section 2 Respect des libertés civiles, notamment celles qui suivent :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La loi prévoit dans l'ensemble la liberté d'expression et la liberté de la presse, mais les pouvoirs publics ont continué à limiter la liberté de la presse par voie de droit. Les chiffres officiels pour cette année montrent que six journalistes ou médias ont été inculpés au pénal ou au civil, en baisse par rapport à 56 en 2009 et 42 en 2008. Ces chiffres comprenaient des affaires que les autorités avaient eu l'initiative de porter en justice ainsi que des plaintes en diffamation émanant de citoyens privés. De nombreux groupes de défense des droits de l'homme ont critiqué le flot constant de poursuites pénales, de fermetures de journaux et de poursuites en diffamation.

La loi interdit aux citoyens de critiquer l'islam ou l'institution de la monarchie. Il est également illégal d'exprimer une opposition à la position officielle du gouvernement concernant l'intégrité territoriale et le Sahara occidental. La presse, cependant, s'est exprimée sur des sujets controversés et culturellement sensibles tels que l'armée, la sécurité nationale et la sexualité.

La loi antiterroriste et le Code de la Presse imposent des sanctions financières aux journalistes et éditeurs qui violent les restrictions en matière de diffamation, de calomnie et d'insulte, notamment en menant un débat critique à l'égard de la monarchie, des institutions de l'État, de l'intégrité territoriale et de l'islam. Des peines d'emprisonnement peuvent être imposées aux personnes reconnues coupables de diffamation.

Le Code de la Presse cite les menaces à l'ordre public comme étant l'un des critères de censure. Les autorités gouvernementales sont également habilitées à annuler les licences et à suspendre et confisquer des publications.

Des journaux et hebdomadaires de toutes tendances politiques ont publié des articles critiquant des hauts fonctionnaires et des politiques. Bien que les autorités n'aient pas appliqué ces dispositions dans la plupart de ces cas, certaines publications ont dû s'acquitter de sanctions financières importantes pour des articles s'approchant de la ligne rouge à ne pas franchir sur la monarchie ou le Sahara occidental. Les autorités ont imposé de lourdes amendes que les éditeurs accusés de ne pas respecter la loi n'avaient pas les moyens de payer. Dans certains cas, ces grosses amendes semblaient destinées à pousser l'éditeur à la faillite pour le forcer à mettre la clé sous la porte. De nombreux journalistes ont également fait remarquer que les pouvoirs publics réagissaient de façon très inégale aux articles sensibles s'approchant trop de la ligne rouge et qu'ils ne pouvaient jamais savoir quand ils pourraient recevoir des sanctions.

En janvier, le ministère de la Communication a annoncé son intention d'étendre le champ d'application de la réglementation concernant les chaînes de télévision étrangères ; désormais, elles doivent recevoir l'agrément du ministère tous les mois (et non plus une fois par an comme antérieurement) pour effectuer des reportages sur des personnes à l'extérieur de Rabat ou les

enregistrer. Au départ, ces nouvelles restrictions visaient Al Jazeera. Mais elles ont également eu une incidence sur les chaînes de télévision Al-Hurra, Al Arabiya et la BBC.

Le 27 janvier, des liquidateurs judiciaires représentant les autorités ont pris le contrôle de l'hebdomadaire Le Journal Hebdomadaire après que la Cour d'appel de commerce de Casablanca ait statué le 25 janvier que l'ancien éditeur de la publication, Media Trust, et le nouveau, Trimédia, étaient en faillite. Selon des sources crédibles, la publication s'était endettée à hauteur de cinq millions de dirhams (599.161 dollars É.-U.). Le Journal avait contracté une partie de cette dette en septembre 2009 lorsque la Cour suprême lui avait ordonné de payer 2.652.022 dirhams (317.797 dollars É.-U.) de dommages-intérêts suite à un procès en diffamation concernant ses sources de financement en raison de la publication d'un article sur le Sahara occidental du Centre européen pour le renseignement stratégique et la sécurité, un groupe de réflexion basé à Bruxelles. Le 18 avril, la cour d'appel de Rabat a confirmé le montant des dommages accordés. Cependant, des ONG internationales, parmi lesquelles Human Rights Watch et Reporters sans frontières (RSF), ainsi que des membres de la société civile du Maroc, ont fait observer que les autorités trouvaient continuellement des raisons de condamner la revue à des amendes et décourageaient les entreprises de passer de la publicité dans ses pages. Les pouvoirs publics ont affirmé qu'ils se conformaient à la loi en imposant une liquidation judiciaire puisque la dette de l'entreprise dépassait 14.025.755 dirhams (1.680.738 dollars É.-U.). Selon les autorités, Media Trust et Trimédia avaient cessé, en 2004, de payer les salaires des employés, de rembourser leurs dettes aux banques, au Fonds national de sécurité sociale et au Trésor public.

Le 8 mars, Mohammed Attaoui, correspondant pour le quotidien en langue arabe Al Mounataf, président d'une ONG locale de défense de l'environnement et employé de la municipalité de Tounfite, a été arrêté pour possession de haschich et extorsion. Selon les autorités, M. Attaoui aurait menacé de dénoncer un fonctionnaire local dans la presse dont il aurait exigé un pot-de-vin de 1.000 dirhams (120 dollars É.-U.) en échange de son silence. Le 22 mars, il était inculpé pour extorsion de fonds, puis condamné le même jour par un tribunal à deux ans de prison. RSF et de nombreux médias locaux ont affirmé que son arrestation était due à un article du 16 février dénonçant la corruption des dirigeants communautaires de Tounfite et leur trafic illicite de bois de cèdre. À la fin de l'année, M. Attaoui attendait son audience en appel.

Le 3 juin, la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle a suspendu les émissions de Radio Mars pendant 48 heures et condamné la radio à une amende de 57.000 dirhams (6.830 dollars É.-U.) après qu'un invité, Hicham Ayouch, ait fait remarquer en plaisantant qu'il serait content de devenir un jour le président, ce qui avait été perçu comme un défi vis-à-vis de l'institution de la monarchie.

Les journaux indépendants en langue arabe Al-Jarida Al-Oula, Al-Ahdath Al-Magrebia et Al-Massae, qui avaient été condamnés à payer une amende de 3,3 millions de dirhams (395.446 dollars É.-U.) en juin 2009 pour insulte à un chef d'État étranger, ont interjeté appel à la fin de 2009, mais le tribunal a confirmé le verdict initial à leur rencontre.

Les autorités ont interdit l'importation de médias étrangers lorsqu'elles estimaient qu'ils portaient atteinte au caractère sacré de la nation ou à l'ordre public. Par exemple, tout au long de la semaine du 14 décembre, les pouvoirs publics ont bloqué la distribution des grands journaux

internationaux Al-Quds Al-Arabi, El Pais et Le Monde pour avoir publié des articles sur Wikileaks qui critiquaient le gouvernement.

La plainte des pouvoirs publics contre Ahmed Benchemsi, éditeur des magazines Tel Quel et Nichane, qui avait été inculpé en 2009 pour avoir manqué de « respect » au roi, était encore en instance à la fin de l'année.

Les autorités gouvernementales ont terminé leur plaidoirie à l'encontre du directeur de l'hebdomadaire en langue arabe Al Michael, Idriss Chahtane, qui a été condamné à une peine d'emprisonnement d'un an et à 10.000 dirhams (1.198 dollars É.-U.) d'amende pour avoir diffusé de fausses informations concernant la santé du roi. Ce dernier a gracié M. Chahtane le 11 juin, après qu'il ait purgé huit mois de sa peine.

Le ministère de la Communication a diffusé des directives et orientations, et il a subventionné des publications, y compris certaines qui critiquaient les autorités. Les subventions directes du gouvernement variaient en fonction du tirage des publications. L'insertion de publicité issue des pouvoirs publics ayant une incidence sur les recettes des organes de la presse écrite, ceci pouvait influencer sur leur couverture des événements.

Les autorités gouvernementales censurent les médias, directement et indirectement par le biais des licences et de la publicité. Elles enregistrent les journaux et magazines nationaux et leur octroient des licences. Les journalistes et les éditeurs se sont censurés eux-mêmes en réaction aux menaces de pression ou de fermeture qu'ils subissaient.

Les autorités ont suspendu temporairement des publications jugées offensantes. Elles ont limité l'importation de l'édition du 25 février de l'hebdomadaire français Le Nouvel Observateur, qu'elles ont censurée, parce qu'elle contenait des informations sur l'affaire du colonel Kaddour Terhzaz (voir la section 1.e.). L'hebdomadaire a ensuite paru sans l'article concernant le colonel Terhzaz.

Il n'y avait pas de chaînes de télévision privées. Le gouvernement possède la Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision qui détient entièrement ou partiellement plusieurs stations de radio et chaînes de télévision locales qu'il gère. Il possède aussi en partie le groupe de radio et télévision 2M. Le gouvernement a acheté une participation majoritaire à la chaîne de télévision Medi-Sat, antérieurement privée, au cours de l'année, pour tenter de la sauver de la faillite. Les stations de radio indépendantes doivent avoir une licence, et une commission gouvernementale surveillait les émissions de radio afin de s'assurer qu'elles respectaient les accords de licence. Le gouvernement possédait en totalité ou en partie les uniques chaînes de télévision pouvant être reçues dans la majeure partie du pays sans décodeur ni antenne parabolique.

En 2008, les autorités ont suspendu la licence d'exploitation d'Al Jazeera, contraignant ainsi cette chaîne à cesser la diffusion de son bulletin d'information nocturne sur le Maghreb depuis Rabat. Le ministère des Communications a continué de refuser de délivrer des cartes de presse à deux journalistes, Anaz Bensalah et Mohamed Bakkali, qui travaillent pour la chaîne de télévision Al-Jazeera. Les autorités n'ont fourni aucune justification pour cette décision. Les deux journalistes ont porté plainte contre le ministère en septembre, faisant valoir le caractère arbitraire de la

suspension de leur accréditation et demandant qu'elle leur soit à nouveau délivrée. Hassan Al-Rachidi, dont la carte de presse avait été suspendue, a payé 49.000 dirhams (5.872 dollars É.-U.) d'amende.

Il y a eu des cas de harcèlement et d'intimidation de journalistes par les autorités au cours de l'année.

Le 4 juin, les autorités ont perquisitionné le domicile de la journaliste Zineb El Rhazoui à Casablanca sans présenter de mandat. Celle-ci a affirmé que les autorités avaient confisqué un disque dur, un ordinateur, la carte mémoire d'un appareil photo et quelques effets personnels, qu'elles prétendaient qu'Ali Amar, qui se trouvait dans la résidence au moment de la perquisition, avait volé. Zineb El Rhazoui et Ali Amar ont ensuite été détenus pendant 12 heures, puis relâchés. M. Amar a été à nouveau arrêté le 7 juin, accusé de vol, puis gardé à vue pendant 24 heures. Le 1er juillet, le tribunal de première instance d'Ain Sbaaa a jugé M. Amar coupable de vol et l'a condamné à une peine de trois mois de prison avec sursis et à une amende de 40.500 dirhams (4.853 dollars É.-U.). Des journalistes et des ONG ont critiqué la façon dont les autorités avaient traité cette affaire, affirmant qu'elles avaient ciblé les deux journalistes parce qu'ils avaient travaillé pour Le Journal Hebdomadaire, qu'elles ont définitivement fermé en janvier. M. Amar a aussi publié un ouvrage en avril 2009 en France, qui critiquait le roi du Maroc, et Mme El Rhazoui était la cofondatrice d'un groupe dont on a beaucoup parlé en septembre 2009 après que les autorités aient empêché ses membres de violer une loi qui interdit la rupture du jeûne du Ramadan en public.

Dans une affaire remontant à septembre 2009, la police de Rabat a interrogé 10 journalistes de trois quotidiens en langue arabe qui avaient publié des articles sur la santé du roi. Les autorités ont libéré huit de ces journalistes, mais les tribunaux en ont condamné deux, Ali Anouzla et Bouchra Eddou de Al Jarida Al Oula, pour diffamation. En décembre 2009, la Cour d'appel de Rabat a confirmé ce verdict et le 30 juin, la Cour suprême a rejeté l'appel en dernier recours de M. Anouzla et de Mme Eddou. La publication de Al Jarida Al Oula a été suspendue en mai 2009 en raison de problèmes financiers, mais son propriétaire a annoncé en début d'année son intention de créer un nouveau magazine hebdomadaire en arabe.

Des livres ont été saisis ou interdits à la vente. Au cours de l'année, plusieurs ouvrages sur la monarchie et des magazines étrangers n'ont pas été autorisés à entrer au Maroc.

Liberté d'Internet

Il n'existe aucune loi ni aucune décision judiciaire spécifique concernant le contenu d'Internet ou son accès. Les autorités n'ont de façon générale pas limité l'accès à Internet. Les particuliers comme les groupes ont pu généralement exprimer paisiblement leurs opinions sur Internet, y compris par courriel. Selon l'Union internationale des télécommunications, 41,3 % des habitants du Maroc ont utilisé Internet en 2009. Les autorités n'ont pas cherché à recueillir de renseignements personnellement identifiables sur des particuliers par l'intermédiaire d'Internet en liaison avec l'expression pacifique d'opinions et de convictions politiques, religieuses ou idéologiques des citoyens.

En décembre 2009, les blogueurs El Bachir Hazzam, Boubaker Al-Yadib et Abdelaziz Salami, ainsi que le propriétaire d'un cybercafé, Abdellah Boukfou, ont affirmé que la police les avait arrêtés pour avoir participé à une manifestation d'étudiants à Taghijjt. Selon les rapports officiels, MM. Hazzam et Boukfou avaient participé à une manifestation interdite, détruit des biens publics et privés et gravement blessé des agents de police dans l'exercice de leurs fonctions pendant la manifestation. Les autorités ont en outre affirmé que les deux hommes étaient en possession de publications visant à inciter à la violence et à la discrimination raciale. En décembre 2009, un tribunal de Guelmim a condamné M. Hazzam à quatre mois de prison, M. Boukfou à 12 mois et chacun à payer une amende de 500 dirhams (60 dollars É.-U.). Une cour d'appel a réduit la peine de M. Hazzam à deux mois de prison le 8 février et il a été libéré le jour même en raison du temps qu'il avait déjà passé en détention. Cette même cour d'appel ayant réduit la peine de M. Boukfou à huit mois de prison, il a été libéré le 4 août. Le 2 février, un tribunal de Guelmim a condamné MM. Al-Yadib et Salami à six mois de prison et à 500 dirhams (60 dollars É.-U.) d'amende ; tous deux ont été libérés après avoir purgé l'intégralité de leur peine.

Liberté universitaire et événements culturels

Conformément à la loi et dans la pratique, les autorités se réservaient le droit d'interdire les interventions ou débats remettant en question la légitimité de la monarchie, l'islam ou le statut du Sahara occidental, et elles l'ont fait en certaines occasions. Le gouvernement a généralement toléré le militantisme politique et religieux sur les campus universitaires. Les groupes islamistes ont exercé une influence considérable sur les campus. Dans certains cas, ils contrôlaient les syndicats d'étudiants et cherchaient à restreindre la liberté universitaire en intimidant ou en harcelant des étudiants ou des professeurs. C'est le ministère de l'Intérieur qui approuve la nomination des recteurs des universités.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La Constitution garantit le droit de réunion et d'association dans les limites prévues par la loi. Dans la pratique, les pouvoirs publics ont parfois prétexté des retards administratifs et recouru à d'autres méthodes pour réprimer ou décourager les manifestations. Cependant, des sit-in, manifestations et protestations, tant autorisés que non autorisés, étaient fréquents dans tout le Maroc et ils ont presque toujours été tolérés, à moins qu'ils ne soient devenus violents. Les autorités ont également interdit ou n'ont pas reconnu des associations jugées ne pas remplir les critères leur permettant d'avoir un statut d'ONG.

Liberté de réunion

Selon la loi, le droit à la liberté de réunion publique est tributaire de l'obtention d'une autorisation du ministère de l'Intérieur.

Liberté d'association

Bien que la Constitution et la loi prévoient la liberté d'association, il est arrivé que les pouvoirs publics refusent de reconnaître officiellement certaines ONG. La création et le fonctionnement

des associations sont régis par un décret de 1958. D'après les autorités, quelque 100.000 ONG et associations sont agréées dans le pays.

Il convient que les nouvelles ONG s'inscrivent auprès du ministère de l'Intérieur. Une organisation cherchant à obtenir un agrément doit au préalable soumettre au ministère l'énoncé de sa mission, ses statuts, son adresse et des photocopies des documents d'identité de ses membres. Dans la pratique, les autorités ont refusé de reconnaître officiellement des ONG qui militent contre la monarchie, contre l'islam comme religion d'État ou contre l'intégrité territoriale. Le ministère délivre à l'organisation un récépissé qui fait office d'agrément officiel. Si l'organisation ne reçoit pas de récépissé dans un délai de 60 jours, elle n'a pas reçu d'agrément officiel. De nombreuses organisations que les autorités avaient décidé de ne pas reconnaître fonctionnaient sans récépissé, le gouvernement en tolérant les activités. Plusieurs organisations, parmi lesquelles l'ASVDH et l'organisation Justice et Bienfaisance, ont remporté des procès au tribunal administratif confirmant que leur demande d'agrément était conforme à la loi ; toutefois, les compétences de ces tribunaux administratifs ne peuvent pas dépasser la simple constatation que les autorités ont outrepassé leurs pouvoirs et ils ne peuvent pas contraindre les responsables gouvernementaux à reconnaître des ONG.

Des organisations préconisant l'autodétermination du Sahara occidental, parmi lesquelles l'ASVDH et le Collectif des défenseurs sahraouis des droits de l'homme, n'ont pas pu obtenir d'agrément. Les organisations sans agrément ne peuvent obtenir de financement du gouvernement ni accepter légalement des contributions. L'ASVDH n'avait toujours pas d'agrément malgré une décision remontant à 2005 du tribunal administratif d'Agadir enjoignant les autorités d'enregistrer l'association.

c. Liberté de religion

Pour une présentation complète de cette question, voir le Rapport 2010 sur la liberté religieuse dans le monde à l'adresse www.state.gov/g/drl/irf/rpt/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées internes, protection des réfugiés et apatrides

La Constitution garantit la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement. Si ces droits ont généralement été respectés dans la pratique, les autorités gouvernementales limitaient considérablement les déplacements dans des zones considérées comme militairement sensibles, notamment la zone démilitarisée du Sahara occidental.

Le gouvernement a coopéré avec le HCR et d'autres organisations humanitaires pour procurer protection et assistance aux personnes déplacées internes, aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile, aux apatrides et autres personnes relevant de la compétence du HCR.

Le ministère de l'Intérieur a restreint la liberté des fonctionnaires de se déplacer à l'étranger, y compris des enseignants et des militaires. Les fonctionnaires et les militaires doivent obtenir une autorisation écrite de leur ministère de tutelle pour sortir du pays.

La loi prévoit l'exil forcé, mais il n'y a pas eu de cas d'exil forcé dans le pays au cours de l'année.

Le gouvernement a encouragé le retour des réfugiés sahraouis à condition qu'ils reconnaissent son autorité sur le Sahara occidental. Il a continué à délivrer des documents de voyage aux Sahraouis, et il y a eu moins de cas de Sahraouis qui ont été empêchés de se rendre à l'étranger (voir le rapport sur le Sahara occidental).

Protection des réfugiés

Le gouvernement n'a pas encore mis en place de procédure nationale d'asile ; il s'en remet plutôt au HCR comme unique organe dans le pays habilité à accorder le statut de réfugié et à étudier les demandes d'asile.

Dans la pratique, les pouvoirs publics ont offert une protection aux réfugiés contre l'expulsion ou le renvoi dans des pays où leur vie ou leur liberté serait menacée en raison de leur race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social spécifique ou opinions politiques. Les réfugiés reconnus comme tels par le HCR ne sont pas renvoyés dans de telles circonstances, bien que les autorités gouvernementales ne traitent ni ne reconnaissent leurs demandes d'asile. Ils n'ont donc pas pu obtenir d'autorisation de séjour qui leur aurait officiellement permis de bénéficier du système de soins de santé national et d'avoir le droit légal de travailler, mais les pouvoirs publics les ont généralement laissé travailler sur présentation d'une carte de réfugié en cours de validité délivrée par le HCR. À compter de septembre, le HCR dénombrait quelque 750 réfugiés et 340 demandeurs d'asile au Maroc.

Selon des rapports dignes de foi, les autorités gouvernementales auraient refoulé des immigrants clandestins vers le désert le long de la frontière avec l'Algérie. Des ONG ont indiqué que des migrants avaient été laissés sans nourriture ni eau mais que, contrairement aux années précédentes, cela n'avait pas entraîné de décès. L'Organisation Internationale pour les Migrations a signalé 1.119 cas de retour volontaire dans leur pays d'origine parmi des immigrants clandestins.

Section 3 Respect des droits politiques : droit des citoyens de changer de gouvernement

La loi prévoit des élections libres et régulières au suffrage universel. Les citoyens élisent les conseillers municipaux et les membres de la Chambre des Représentants au suffrage direct, et les membres de la Chambre des Conseillers et des conseils régionaux au suffrage indirect. Les citoyens n'ont pas le droit de modifier les dispositions instituant la monarchie constitutionnelle dans le pays.

Le roi peut dissoudre le Parlement à sa guise et, en sa qualité de chef de l'État, il nomme ou démet de ses fonctions le Premier ministre qui est le chef du gouvernement. La Constitution autorise le Premier ministre à nommer tous les ministres de son gouvernement, bien que le roi se réserve le droit de nommer, et de remplacer, n'importe quel ministre. Le roi nomme aussi le Conseil Constitutionnel qui détermine si les lois sont conformes à la Constitution.

La Constitution ne peut être modifiée sans l'accord du roi. Elle prévoit que ni le système monarchique ni les directives concernant la pratique de l'islam ne peuvent être soumises à révision. Seul le roi a le pouvoir d'ordonner un référendum national sur des propositions d'amendement à la Constitution. Le roi ou le Parlement peut proposer des amendements qui doivent être adoptés par un vote à la majorité des deux tiers des deux chambres. Après la publication d'un décret royal, l'amendement peut être soumis à un référendum national. Le roi est toutefois habilité à passer outre à tout référendum national.

Élections et participation politique

De par la loi électorale et les réglementations qui s'y rapportent, le ministère de l'Intérieur détient l'autorité au sujet des élections, du découpage des circonscriptions électorales au décompte des voix. Le redécoupage, qui a lieu avant chaque élection nationale pour tenir compte des changements démographiques, a été fait avant les élections municipales de juin 2009. Les circonscriptions contenaient des nombres très variables d'électeurs, celles des régions rurales en comptant beaucoup moins.

Lors des élections législatives de septembre 2007, le roi a mandaté le CCDH, agréé et nommé par la monarchie, pour superviser et faciliter le travail des observateurs nationaux et internationaux. Lors des élections municipales de juin 2009, le CCDH a de nouveau organisé le travail d'une vaste gamme d'observateurs nationaux et tous les partis politiques ont convenu que les élections avaient été libres, équitables et transparentes.

Les observateurs internationaux et nationaux ont réalisé une évaluation du processus électoral de 2007 et remarqué que les pouvoirs publics l'avaient géré avec efficacité. Selon le ministère de l'Intérieur, le taux de participation a été de 52 %. Les médias indépendants ont diffusé beaucoup d'informations selon lesquelles des partis politiques auraient acheté des voix pendant la période préélectorale et il y aurait eu quelques cas d'inconduite de la part d'officiels à l'échelle des municipalités. Le CCDH, le gouvernement et les observateurs ont reconnu que tous les partis avaient vraisemblablement été impliqués dans de tels actes.

Des observateurs nationaux et certains dirigeants de partis politiques ont préconisé la création d'une commission électorale indépendante pour vérifier le bon déroulement des élections plutôt que de confier cette charge au ministère de l'Intérieur.

Le gouvernement a imposé des restrictions aux partis politiques. Le ministère de l'Intérieur doit approuver les partis politiques et la législation impose des critères régissant la création et le fonctionnement de ces partis. La loi impose aux partis de tenir un congrès annuel à l'échelle nationale et d'intégrer des femmes et des jeunes dans leurs structures dirigeantes. Le financement d'un parti par les pouvoirs publics dépend de sa représentation au Parlement et du nombre total de voix qu'il a reçues à l'échelle nationale. Seuls les membres inscrits d'un parti donné peuvent faire des contributions personnelles. Le ministère de l'Intérieur peut démanteler un parti si celui-ci ne se conforme pas aux dispositions édictées par la loi. Pour créer un nouveau parti, il convient de déposer au ministère une déclaration signée par au moins 300 membres cofondateurs issus de la moitié au moins des 16 régions du pays.

Le gouvernement du Premier ministre, Abbas El Fassi, composé de 33 portefeuilles, comprenait trois ministres et deux secrétaires d'État femmes. Trente-quatre femmes siégeaient à la Chambre des Représentants qui compte 325 membres. Aucune femme ne siégeait à la Cour suprême.

La présence des femmes dans les administrations locales et les organes de décision des partis politiques a connu une augmentation spectaculaire en 2009, qui s'est poursuivie au cours de l'année. Avant les élections de juin 2009, les femmes occupaient moins d'1 % des charges élues à l'échelle locale et deux femmes seulement étaient maires. Suite à un accord en 2008 entre le gouvernement et les partis politiques, un minimum de 12 % des sièges des conseils municipaux (environ 3.000 charges élues) ont été réservés aux femmes. Plus de 20.000 candidates se sont présentées aux élections et 3.421 d'entre elles ont été élues (soit 13 % du nombre total). Douze femmes ont été choisies lors des élections au suffrage indirect qui ont suivi, pour diriger des conseils municipaux ou occuper des fonctions de maires ou apparentées, notamment la mairie de Marrakech.

Section 4 Corruption dans la fonction publique et transparence dans le gouvernement

Si la loi prévoit des sanctions pénales dans les cas de corruption de responsables officiels, les pouvoirs publics ne veillaient pas efficacement à son application, la corruption était fréquente et elle s'exerçait en toute impunité parmi les officiels. Il était de notoriété publique que la corruption était un problème grave au sein des pouvoirs exécutif, y compris de la police, législatif et judiciaire du gouvernement. Il a été fait état de corruption dans la fonction publique au cours de l'année, et l'indice de gouvernance mondiale de la Banque mondiale a fait ressortir que la corruption posait un véritable problème.

Le manque d'indépendance de la justice et sa vulnérabilité à l'influence étaient largement reconnus, y compris par le roi. En août 2009, ce dernier a appelé à la réforme du système judiciaire, notamment à une plus grande indépendance judiciaire et à une prévention accrue de la corruption. Depuis 2007, la loi exige que les juges, ministres et membres du Parlement divulguent des informations financières les concernant.

En 2008, le gouvernement a créé l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption (ICPC). En juillet 2009, l'ICPC a publié son premier rapport, déclarant qu'elle avait reçu 21 plaintes recevables pour corruption. À la fin de l'année, l'ICPC a publié des enquêtes sur la corruption dans le secteur de la santé et des transports. Elle a commencé à travailler sur plusieurs projets de loi de lutte contre la corruption et en janvier, elle a institué un Observatoire de l'éthique et de la corruption qui surveillera l'Administration des Douanes. Le 21 octobre, une commission interministérielle a approuvé un programme de lutte contre la corruption de deux ans. Ainsi, l'ICPC, en coordination avec la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (la plus grande association d'entreprises du pays) et l'Agence Nationale pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise, a lancé un portail Internet pour que les entreprises puissent déposer des plaintes au sujet de la corruption et d'autres problèmes. Grâce à ce site Internet et à d'autres moyens, l'ICPC peut recueillir les plaintes pour corruption afin de les soumettre au ministère de la Justice. Toutefois, elle n'est pas habilitée à exiger des réponses des institutions gouvernementales sur des affaires liées à la lutte contre la corruption. Les officiels ont attribué le faible nombre de plaintes en partie à l'absence de lois qui protégeraient les plaignants et les

témoins dans les affaires de corruption. Par la suite, l'ICPC a lancé un portail Internet pour permettre à la société civile d'identifier des cas de corruption, organisé une conférence régionale des autorités de lutte contre la corruption avec la participation de l'Organisation de coopération et de développement économiques, créé une base de données sur la corruption, lancé une campagne nationale de sensibilisation et élaboré des programmes sur l'éthique et le civisme destinés aux établissements scolaires de tout le Maroc. Complétant les activités de cette Instance, le ministère de la Justice et la Cour des Comptes se sont vu attribuer juridiction sur les affaires de corruption.

Les pouvoirs publics ont enquêté sur le maire de Meknès, qui était accusé de mauvaise gestion de fonds, ce qui a entraîné son limogeage en janvier 2009.

En janvier, les autorités ont arrêté 100 fonctionnaires à travers tout le pays pour corruption, malversation ou abus de pouvoir. Ces arrestations ont constitué l'aboutissement d'une année de vérifications effectuées par l'Inspection Générale du ministère de l'Intérieur et la Cour des Comptes. À la fin de l'année, 117 fonctionnaires étaient inculpés pour corruption.

Selon des ONG, le Conseil Supérieur de la Magistrature a sanctionné, en juillet 2009, 70 juges pour des infractions liées à la corruption. D'après les observateurs, la petite corruption était très répandue dans la police, en particulier aux grades subalternes. Les pouvoirs publics ont affirmé mener des enquêtes pour des affaires de corruption et d'autres cas de malversations de la police par le biais d'un mécanisme de contrôle interne. En août 2009, la Gendarmerie Royale a lancé une campagne interne de sensibilisation à la lutte contre la corruption et elle a établi une unité pour localiser les agents corrompus (voir la section 1.d.).

Il n'existe pas de loi sur la liberté d'information. Dans la pratique, le gouvernement n'a pas autorisé les citoyens et les étrangers, y compris les médias étrangers, à accéder aux informations officielles.

Section 5 Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

L'attitude du gouvernement à l'égard des organisations internationales de défense des droits de l'homme a varié en fonction du degré de sensibilité des sujets. Dans l'ensemble, les associations nationales et internationales de défense des droits de l'homme ont généralement mené leurs activités au Maroc sans restriction des pouvoirs publics, à l'exception de celles qui préconisaient l'indépendance du Sahara occidental ; ces associations ont enquêté et publié leurs conclusions sur des affaires relatives aux droits de l'homme. Les responsables du gouvernement ont généralement été coopératifs et réceptifs par rapport à leurs opinions, sauf concernant le Sahara occidental.

Parmi les ONG nationales et indépendantes de défense des droits de l'homme reconnues par le gouvernement, l'on compte l'Organisation Marocaine des Droits Humains (OMDH) et la Ligue Marocaine de Défense des Droits de l'Homme (LMDDH). Depuis 2000, ces deux ONG ont reçu des subventions publiques. Toutefois, la LMDDH, qui fait partie du parti de l'Istiqlal, n'était plus active ; l'OMDH et l'AMDH étaient considérées comme les principales ONG de défense des droits de l'homme. L'AMDH ne coopérait pas officiellement avec le gouvernement, mais elle

communiquait généralement, de façon informelle, des informations aux organismes gouvernementaux et parapublics. Les pouvoirs publics ont parfois rencontré des représentants de l'OMDH et l'AMDH pour répondre à leurs questions et recommandations. Parmi les autres groupes qui collaboraient avec les autorités pour essayer d'améliorer la situation en matière de droits de l'homme ou enquêter sur les accusations de violations, l'Association des Amis des Centres de Réforme et de la Protection de l'Enfance, plus couramment connue sous le nom d'Association Mama Assia, avait pour cause première l'accompagnement et l'insertion des jeunes détenus. Les autorités ont également coopéré avec le Forum Vérité et Justice, Transparency International, l'OMP et la branche locale d'Amnesty International.

Des ONG internationales comme Human Rights Watch et Amnesty International ont coopéré avec les pouvoirs publics sur plusieurs projets dans le domaine des droits de l'homme et elles ont indiqué en général qu'elles travaillaient sans aucune restriction.

Les pouvoirs publics ont généralement coopéré avec des organisations gouvernementales internationales et autorisé des visites de leur part. Par exemple, le gouvernement a accueilli la troisième réunion du Groupe de réflexion sur le renforcement du Conseil des droits de l'Homme à Rabat, les 27 et 28 mai.

Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de l'ONU (GTDFI) s'est réuni pour sa 88e session en juin 2009 à Rabat. Il a examiné 200 cas de disparitions forcées dans le monde, ainsi que des affaires anciennes issues de 35 pays. Le GTDFI a également analysé l'Instance Équité et Réconciliation pour recueillir des enseignements pour d'autres pays.

La dernière visite d'un Rapporteur spécial de l'ONU remonte à celle du Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation en 2006.

Le CCDH a fourni des avis au roi sur des questions de droits de l'homme. Si un médiateur n'appartenant pas aux institutions judiciaires a examiné les accusations d'injustices venant des pouvoirs publics, le CCDH a rempli, dans la pratique, bon nombre des fonctions du médiateur social national. Le GTDFI a critiqué la lenteur avec laquelle le CCDH mettait en œuvre les changements institutionnels recommandés par l'IER, mais les ONG de défense des droits de l'homme et le public ont généralement considéré cette organisation comme un défenseur institutionnel des droits de l'homme digne de foi et proactif, et comme un instrument permettant de demander réparation dans des affaires individuelles.

Une commission parlementaire des droits de l'homme existe, mais elle n'intervient que pour enquêter sur des événements d'importance. Au cours de l'année, elle a créé une commission parlementaire spéciale composée de représentants des partis politiques minoritaires et majoritaires pour enquêter sur le démantèlement du camp de Gdim Izik en novembre au Sahara occidental (voir le rapport sur le Sahara occidental). Le rapport de la commission n'était pas encore publié à la fin de l'année.

Section 6 Discrimination, violences sociétales et traite des êtres humains

La Constitution interdit la discrimination fondée sur la race, le sexe, le handicap, la langue ou la situation sociale. Dans la pratique, la discrimination sociétale envers les femmes a continué de poser un problème, particulièrement dans les zones rurales.

Les femmes

La loi punit les hommes coupables de viol par des peines de prison de cinq à 10 ans et, lorsque la victime est mineure, de 10 à 20 ans. L'agression sexuelle peut entraîner des peines de prison pouvant aller jusqu'à un an, assorties d'une amende de 15.000 dirhams (1.797 dollars É.-U.). Le viol conjugal ne constitue pas un délit. Toutefois, la Ligue Démocratique pour les Droits de la Femme (LDDF), groupe de plaidoyer national, a signalé que dans huit cas sur 10 de violences faites aux femmes, l'auteur était le conjoint.

Les organisations de défense des droits de la femme ont attiré l'attention sur les nombreux articles de la loi sur le viol qui, selon elles, perpétuent le traitement inéquitable des femmes et ne leur accordent pas suffisamment de protection, en dépit des révisions apportées au droit de la famille. Il revient à l'accusé, dans les cas de viol, de prouver son innocence. De nombreux viols sont souvent passés sous silence. Les familles des victimes peuvent proposer au violeur le mariage comme solution de rechange pour préserver l'honneur de la famille ; ainsi, un procès pour viol peut être annulé si l'accusé accepte d'épouser sa victime.

Le nombre de cas de viols au Maroc n'était pas disponible à la fin de l'année ; en 2008, dernière année pour laquelle des chiffres sont disponibles à cet égard, l'ONU a signalé 1.130 cas de viol enregistrés par la police dans le pays. Les comptes rendus issus des refuges pour femmes étaient de portée limitée concernant l'ampleur de la violence contre les femmes et ils prenaient acte de l'incapacité des pouvoirs publics à appliquer la législation existante. Selon les organisations de défense des droits des femmes, les pouvoirs publics n'avaient pas donné suite à leur campagne lancée en 2006 pour prévenir la violence contre les femmes.

La loi n'interdit pas spécifiquement la violence conjugale contre les femmes, mais les interdictions générales du Code pénal incluent ce type de violence. La violence physique constitue un motif légal de divorce, encore que peu de femmes la signalent aux autorités. La loi est indulgente vis-à-vis des hommes qui commettent des crimes à l'égard de leurs conjointes. La police intervient rarement dans les différends conjugaux. Le Code pénal désigne deux types de violence familiale. Il y a délit grave lorsque la victime souffre de blessures entraînant 20 jours d'incapacité de travail. Il y a délit mineur lorsque la victime est empêchée de travailler pendant moins de 20 jours. Toutefois, des ONG ont signalé que les tribunaux poursuivaient rarement les auteurs de délits mineurs. Une ONG locale, l'Institut mondial des femmes, a indiqué que les lois ne sont souvent pas appliquées en raison de la réticence de la société à briser une famille et de la mentalité conservatrice de certains fonctionnaires de police et des tribunaux.

Des observateurs critiquent l'absence de législation spécifique pour protéger les femmes et les filles de la violence. Le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a réitéré cette préoccupation après la présentation des troisième et quatrième rapports périodiques sur le Maroc en 2008.

Les pouvoirs publics proposent des numéros d'appel gratuits pour les victimes de violences conjugales dans 20 centres dans tout le pays. Trois ONG gèrent également des centres d'accompagnement qui dispensent des services juridiques et sociaux. Le Réseau Anaruz exploitait 31 centres d'écoute, et la LDDF en gérait 12. Les centres d'accompagnement existaient exclusivement dans les zones urbaines. Les services aux victimes de violence dans les zones rurales sont uniquement assurés par la police locale. L'Association Oxygène, une ONG locale basée dans la province de Ouarzazate, dirigeait un centre confidentiel d'écoute, un programme d'alphabétisation et un programme d'aide juridique. Au cours de l'année, l'Association Oxygène a réalisé des enquêtes qui ont révélé que beaucoup de femmes battues étaient âgées de 15 à 18 ans et qu'elles dénonçaient rarement les violences. Des chiffres issus de la province ont indiqué que la moitié de ses habitants considéraient la violence conjugale comme une affaire privée.

En février 2009, l'Union de l'action féminine (UAF), une ONG qui œuvre contre la discrimination à l'encontre des femmes, et le Réseau Anaruz ont lancé une campagne de sensibilisation destinée aux victimes de la violence dans 16 municipalités de Casablanca. Pendant l'été, l'UAF a formé 1.200 des 3.000 femmes élues à des conseils municipaux en 2009. Cette formation portait sur la création de coalitions et le lobbying pour aider les politiciennes qui sont confrontées à la résistance de leurs collègues masculins.

De nombreuses ONG reconnues œuvraient pour promouvoir les droits de la femme et les questions concernant les femmes. On compte, parmi ces ONG, l'Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM), l'Union de l'action féminine, la LDDF et l'Association Marocaine des Droits des Femmes, qui toutes prônent le renforcement des droits politiques et civiques des femmes. De nombreuses ONG fournissent un abri aux femmes battues, encouragent l'alphabétisation et enseignent aux femmes des notions de base au sujet de l'hygiène, de la planification familiale et du soin des enfants.

Le harcèlement sexuel sur le lieu de travail est une infraction criminelle, mais seulement s'il est perpétré par un supérieur, et il est défini en tant qu'un abus de pouvoir. Les autorités n'appliquent pas efficacement la législation en matière de harcèlement sexuel. Selon les pouvoirs publics, bien que la loi autorise les victimes à poursuivre leur employeur, peu le font de crainte de perdre leur emploi ou d'avoir des difficultés à prouver le harcèlement. Le 2 mai, la police de Casablanca aurait brièvement détenu la journaliste Zineb El Rhazoui et d'autres membres du Mouvement Alternatif pour les Libertés Individuelles afin de les empêcher de faire un sit-in pour attirer l'attention sur le harcèlement sexuel.

La contraception est légale et elle est largement disponible sous la plupart de ses formes. Les individus et les couples pouvaient décider librement et de manière responsable du nombre d'enfants qu'ils souhaitent, de l'espacement des naissances et du moment pertinent pour en avoir, et ils disposaient des informations et des moyens de le faire sans discrimination, coercition ni violence. Le ministère de la Santé a organisé deux programmes : l'un avec des cliniques mobiles qui fournissent des services de santé maternelle et infantile et de planification familiale dans des zones rurales reculées et l'autre faisant intervenir des visites à domicile systématiques pour encourager l'utilisation de la contraception et fournir des services de planification familiale et de soins de santé primaires. La contraception d'urgence est disponible depuis la fin de 2008. Dans la pratique, les ONG indiquent que les femmes avaient souvent des difficultés à l'obtenir dans les

pharmacies. L'assistance qualifiée à l'accouchement et aux soins postnatals était disponible pour les femmes qui en avaient les moyens financiers. Selon les statistiques réunies par l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et la Banque mondiale, il y avait environ 110 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes au Maroc en 2008. Les hommes et les femmes ont eu équitablement accès au dépistage et au traitement des infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH/sida.

L'héritage des femmes, déterminé par la charia pour les musulmans, varie en fonction des circonstances, mais il est inférieur à celui des hommes. En vertu de la charia, les filles reçoivent la moitié de ce que reçoivent leurs frères, et si une femme est fille unique, elle reçoit la moitié et d'autres parents reçoivent l'autre moitié. Un unique héritier de sexe masculin recevrait la totalité de la succession. La législation sur l'héritage n'a pas changé lors de la réforme du Code de la famille de 2004. Les femmes musulmanes ont le droit de transmettre leur nationalité à leurs enfants. Antérieurement, la nationalité se transmettait uniquement par le père. La nationalité marocaine peut uniquement être transmise si les deux parents sont musulmans et si leur mariage est reconnu par la loi.

Le ministère de l'Intérieur a décrété en 1995 et 2004 que les femmes avaient un droit sur les terres collectives, qui représentent un tiers du territoire du pays. Ces décrets ont force de loi, mais leur mise en œuvre s'est heurtée à une forte résistance des hommes sur le terrain. En dépit de pressions considérables de la part des ONG de femmes, l'application des lois sur la propriété demeure faible et irrégulière. En juillet 2009, 900 femmes issues de tribus de tout le pays ont protesté contre la domination des hommes sur les cessions et les pratiques d'indemnisation concernant les terres tribales utilisées collectivement. L'ADFM a indiqué que les autorités locales, en accord avec les représentants tribaux, négociaient secrètement avec les hommes pour n'indemniser qu'eux et ne publiaient pas la liste des bénéficiaires. En 2008, les femmes de la tribu Saknia dans la province de Kénitra se sont vues refuser les avantages liés aux terres collectives. En septembre 2009, à la veille de la célébration de la journée nationale de la femme marocaine, les tribunaux et le ministère de la Justice ont annoncé que le ministre de l'Intérieur avait reconnu que les femmes des tribus avaient les mêmes droits que les hommes de bénéficier de la cession des terres communales. En août, toutefois, l'ADFM a indiqué que la mise en œuvre de cette décision était au point mort. Toujours selon l'ADFM, si la loi était appliquée, jusqu'à 2,5 millions de femmes pourraient en bénéficier.

Le Code de la famille (Moudawana) de 2004 a permis de relever l'âge légal du mariage pour les jeunes filles de 15 à 18 ans, de placer la famille sous la responsabilité conjointe des deux époux et d'abroger le devoir d'obéissance de la femme à l'égard de son mari. La Moudawana a supprimé l'obligation pour la femme d'avoir un tuteur matrimonial comme préalable au mariage, a établi le divorce par consentement mutuel et imposé des limites légales à la polygamie.

L'application du Code de la famille, controversé, demeure un sujet de préoccupation car il dépend largement de la volonté de l'appareil judiciaire de le mettre en pratique et bon nombre de juges n'étaient pas d'accord avec son intention. La corruption parmi les greffiers des tribunaux et le manque de connaissance des avocats concernant les dispositions du code constituaient également des obstacles à une application plus étendue de la loi.

Peu d'obstacles légaux entravaient la participation des femmes aux entreprises et aux autres activités économiques. Les femmes étaient en mesure d'entreprendre des déplacements, de recevoir des prêts et de créer des entreprises sans la permission de leur père ou de leur mari. Selon des chiffres de 2009 fournis par l'Association Marocaine des Femmes Entrepreneurs, plus de 5.000 femmes entrepreneurs exploitent des entreprises dans le secteur économique formel ; en outre, près de 2,7 millions de femmes étaient employées hors de leur domicile, même si 75 % d'entre elles travaillaient dans le secteur informel. Des études ont montré que le fait que les femmes n'aient pas fait suffisamment d'études supérieures constituait un obstacle pour les femmes entrepreneurs du Maroc. Selon le gouvernement, entre 2008 et 2009, environ 656.000 Marocains ont bénéficié de programmes d'alphabétisation publics, et des chiffres faisaient ressortir que 80 % des bénéficiaires de ces programmes étaient des femmes. Légèrement plus de 40 % des femmes en milieu urbain, contre 25 % en milieu rural, savaient lire et écrire, ce qui freinait d'autant leurs opportunités de participer à l'économie.

Les enfants

Depuis 2007, la loi autorise les citoyennes marocaines à transmettre leur nationalité à leurs enfants. Antérieurement, elle se transmettait uniquement par le père.

[Les filles sont toujours à la traîne derrière les garçons en matière d'alphabétisation et de scolarisation au-delà du niveau primaire.](#)

Bien que des ONG, des groupes de défense des droits de l'homme, des médias et l'UNICEF aient fait valoir que la maltraitance des enfants était répandue, il n'existait pas de statistiques concluantes du gouvernement sur l'ampleur de ce phénomène. Des éléments de preuve anecdotiques montraient également que la maltraitance d'enfants employés comme domestiques constituait un problème.

Pendant l'année, le ministère du Développement social, de la famille et de la solidarité a administré des unités de protection de l'enfance à Casablanca et Marrakech. Ces unités ont coordonné leurs travaux et partagé leurs statistiques avec d'autres organismes locaux, effectué un suivi de la maltraitance des enfants, proposé un accompagnement et une orientation juridique, et fait de la sensibilisation sur les droits des enfants.

L'âge légal du mariage est fixé à 18 ans, mais les parents peuvent obtenir une dérogation auprès d'un juge. Le pouvoir judiciaire a approuvé la grande majorité des demandes de mariages de mineurs, et environ 31.000 mariages de ce type ont eu lieu en 2008. Une ONG a indiqué que dans de nombreux cas, un couple vivait déjà effectivement comme s'il était marié avec l'aval des familles quand la demande d'autorisation de mariage de mineurs a été présentée à un juge. En 2008, la LDDF a publié un rapport critiquant les autorités pour la facilité relative avec laquelle une dérogation permettant le mariage de mineurs pouvait être obtenue.

Des enfants étaient exploités par la prostitution au Maroc et victimes du tourisme sexuel.

Il y a des accords avec l'Espagne et l'Italie concernant le rapatriement de mineurs non accompagnés, mais ils n'étaient pas appliqués dans la pratique. Les rapatriements sont demeurés peu nombreux parce que les familles marocaines n'ont pas donné leur accord pour le rapatriement des enfants et à cause du manque de place en centre d'accueil pour les mineurs qui n'ont nulle part où aller.

Le Maroc est devenu partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants à compter du 1er juin. Pour de plus amples informations sur l'enlèvement international d'enfants par le père ou la mère, veuillez vous reporter au rapport annuel du Département d'État sur la conformité à l'adresse

http://travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport_4308.html ainsi qu'aux informations par pays à l'adresse http://travel.state.gov/abduction/country/country_3781.html.

Antisémitisme

Selon les dirigeants communautaires, il y avait environ 4.000 Juifs dans le pays. Ils vivaient généralement en sécurité et les pouvoirs publics leur ont fourni une sécurité adéquate. Il n'a pas été signalé d'actes, de publications ou d'incitation à la violence antisémites.

Traite des êtres humains

Pour toute information concernant la traite des êtres humains, veuillez consulter le Rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes à l'adresse www.state.gov/g/tip.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes présentant un handicap physique, sensoriel, intellectuel ou mental dans l'emploi, l'éducation et l'accès aux soins de santé, mais le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de ces interdictions. Si la législation compte des réglementations et des codes du bâtiment pour garantir l'accès des personnes handicapées aux édifices, les pouvoirs publics n'ont pas veillé efficacement à l'application de ces lois et programmes. Bien que les codes du bâtiment exigent que les édifices soient accessibles à tous, ils ont été rarement appliqués. Dans de nombreux cas, les constructeurs et les inspecteurs du bâtiment ne connaissaient pas les lois concernant l'accessibilité. Il n'existe pas de loi exigeant l'accessibilité du public à l'information et aux communications. Les personnes handicapées ont un accès égal à l'information et aux communications ; toutefois, les dispositifs de communication spéciaux pour aveugles et sourds ne sont généralement pas disponibles pour tous ceux qui en ont besoin.

Le ministère du Développement social, de la famille et de la solidarité est chargé de protéger les droits des personnes handicapées et d'assurer leur intégration dans la société en faisant respecter un quota de 7 % pour les personnes handicapées dans la formation professionnelle dans le secteur public et privé. En 2008, les pouvoirs publics ont créé 217 classes intégrées pour enfants handicapés. Dans la pratique, l'intégration des personnes handicapées a été dans l'ensemble

l'affaire des organisations caritatives. Habituellement, les personnes handicapées sont à la charge de leur famille, mais certaines survivent en pratiquant la mendicité.

Minorités nationales/ raciales/ ethniques

La langue officielle est l'arabe. Toutefois, l'arabe et le français sont utilisés dans l'enseignement et les médias. Les réformes de l'enseignement de cette dernière décennie ont mis l'accent sur l'emploi de l'arabe dans les écoles secondaires.

Environ 60 % de la population revendique un héritage amazigh (berbère), y compris la Famille Royale. Les groupes culturels amazighs ont déploré que leurs traditions et leur langue se perdent rapidement au profit de l'arabisation. Les pouvoirs publics ont diffusé des émissions de télévision dans les trois langues amazighs, le tarifit, le tachelhit et le tamazight (la variante parlée par les Berbères amazighs). Les pouvoirs publics ont également 3.470 établissements scolaires ; la langue offerte variait en fonction de la variante dominante dans chaque région. De plus en plus d'émissions sont proposées à la radio et à la télévision dans l'une des trois langues berbères (amazigh). Les pouvoirs publics ont également institué le caractère obligatoire de l'instruction en berbère (amazigh) pour les étudiants de l'École de Perfectionnement des Cadres du Ministère de l'Intérieur à Kenitra.

Bien que le Maroc soit en majorité amazigh, les zones rurales à prédominance amazigh sont les plus pauvres du pays. Dans certaines régions, l'analphabétisme atteint 80 % ; pourtant, les services publics de base y sont souvent défaut.

Au cours de l'année, les autorités ont commencé à enregistrer les prénoms traditionnels amazighs des enfants, alors qu'elles avaient refusé dans le passé d'enregistrer des prénoms non arabes.

Mauvais traitements, violence ou discrimination de la société fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

L'acte homosexuel constitue un délit aux termes du Code pénal, mais les dispositions à cet égard étaient rarement appliquées. Les comportements homosexuels ont été évoqués dans les médias et en public de façon plus ouverte que les années précédentes.

L'activité homosexuelle étant interdite, il n'a pas été fait état de discrimination sociale, de violence physique, ni de harcèlement fondé sur l'orientation sexuelle ; il n'a pas non plus été signalé de discrimination officielle fondée sur l'orientation sexuelle en matière d'emploi, de logement, d'apatridie, d'accès à l'éducation ou aux soins de santé. L'orientation sexuelle a parfois entraîné de la violence sociale, du harcèlement, du chantage ou autres, qui se sont manifestés dans l'ensemble au niveau local.

Autres formes de violence ou de discrimination sociétale

Il n'a pas été signalé de violence sociétale contre les personnes vivant avec le VIH/sida, mais il était mal vu de faire le test de dépistage du VIH/sida. Les personnes vivant avec le VIH/sida au Maroc ont subi de la discrimination et disposaient de peu d'options thérapeutiques.

Section 7 Droits des travailleurs

a. Droit d'association

La Constitution autorise les travailleurs à constituer des syndicats et à y adhérer. Dans la pratique, les lois ne sont pas appliquées dans certains secteurs ainsi que dans certaines zones géographiques. La loi accorde aux travailleurs le droit de grève, sauf pour certaines catégories de fonctionnaires, y compris les membres des forces armées, de la police et du système judiciaire. Non couverts par le Code du travail, les domestiques et les ouvriers agricoles n'ont pas le droit de constituer des syndicats. Alors que la plupart des fédérations syndicales sont liées à des partis politiques, elles ne subissent aucune ingérence des pouvoirs publics. Quelques 5,5 % des travailleurs marocains sont syndiqués. Tout groupe de huit employés peut constituer un syndicat ; il est possible d'en changer facilement.

La loi autorise les pouvoirs publics à intervenir dans les grèves lorsque la sécurité nationale, la stabilité intérieure ou des intérêts économiques essentiels sont menacés. Les employeurs ne peuvent poursuivre leurs employés au pénal parce qu'ils font grève. Bien que la Constitution prévoit le droit de grève, les syndicats se plaignaient parfois que les autorités recouraient à l'article 288 du Code pénal pour poursuivre les travailleurs en grève et réprimer les grèves. L'article 288 prévoit des sanctions pénales pour quiconque utilise la fraude ou la violence pour provoquer une grève.

La loi relative à la grève requiert obligatoirement un arbitrage des conflits, elle interdit les sit-in, exige un préavis de 10 jours et autorise l'embauche de travailleurs pour remplacer les grévistes. Les autorités peuvent intervenir dans les grèves, et il n'est pas possible de faire grève sur des questions couvertes par une convention collective dans l'année suivant l'entrée en vigueur de cette convention. Les pouvoirs publics sont autorisés à disperser les manifestations dans des lieux publics où la grève n'a pas été autorisée et à empêcher l'occupation non autorisée de l'espace privé.

Les syndicats ne peuvent empêcher les non-grévistes de travailler ni pratiquer le sabotage. Tout gréviste qui empêcherait un remplaçant de travailler est passible d'un renvoi temporaire de sept jours. Une deuxième infraction commise dans un délai de 12 mois est passible d'un renvoi temporaire de 15 jours.

b. Droit de s'organiser et de mener des négociations collectives

Le droit de s'organiser et de mener des négociations collectives est protégé par la loi et les pouvoirs publics l'ont généralement fait respecter. Moins de six pour cent, soit 600.000 travailleurs sur une population active de 11,3 millions, appartenaient à un syndicat. Un lieu de travail peut compter plusieurs cellules syndicales indépendantes ou dépendant de plusieurs fédérations syndicales. Seuls les syndicats auxquels appartiennent 35 % des employés sont reconnus comme partenaires de négociation.

La négociation collective était répandue dans de nombreux secteurs de l'économie. Selon le Code du travail, les salaires et les conditions de travail des travailleurs syndiqués devaient faire l'objet d'accords conclus à l'issue de négociations entre employeurs et représentants des travailleurs.

Toutefois, les employeurs fixaient souvent de façon unilatérale les salaires de la majorité des travailleurs syndiqués et non syndiqués. Dans certains cas, il est arrivé que des conflits de travail soient déclenchés parce que l'employeur n'appliquait pas les conventions collectives et qu'il effectuait des retenues sur les salaires. Les cinq plus grands syndicats du Maroc négocient avec le gouvernement sur des questions de travail pertinentes à l'échelle nationale. Au niveau sectoriel, tout syndicat peut négocier avec des employeurs du secteur privé au sujet du salaire minimum, des indemnités et d'autres préoccupations.

Conformément à la loi, tout employeur désireux de licencier un employé doit en informer le gouverneur de la province par l'intermédiaire du bureau de l'inspecteur du travail. Si l'employeur prévoit de remplacer les employés licenciés, un inspecteur du travail fournit des remplaçants et sert de médiateur pour les employés qui contestent leur licenciement.

La loi interdit expressément aux entreprises de faire de la discrimination à l'égard des employés syndiqués et d'en licencier en raison de leur participation à des activités syndicales légitimes ; cette loi semble avoir été respectée. Les tribunaux de famille sont habilités à faire réintégrer des employés renvoyés arbitrairement et ils peuvent faire appliquer des décisions contraignant les employeurs à leur verser des dommages et intérêts ainsi que les salaires non versés. Les syndicats peuvent entamer des poursuites pour faire appliquer la législation du travail, tandis que les employeurs peuvent poursuivre les syndicats en justice lorsqu'ils estiment que ceux-ci ont outrepassé leurs fonctions.

Les lois régissant l'emploi au Maroc sont également valables pour les zones franches du pays.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

Si la loi interdit le travail forcé, obligatoire ou clandestin, de telles pratiques ont toutefois été signalées. Des filles issues des zones rurales sont forcées à travailler comme domestiques dans les zones urbaines ; des garçons effectuent du travail forcé comme apprentis dans la fabrication artisanale, le bâtiment et les ateliers de réparation automobile. Dans la pratique, les autorités n'inspectaient pas les nombreux petits ateliers et domiciles privés où l'on trouve la majorité des personnes employées à ces travaux, en raison du petit nombre d'inspecteurs et du manque de moyens dont ils disposent pour effectuer les contrôles. Veuillez également consulter le Rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes à l'adresse www.state.gov/g/tip.

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum pour l'emploi

La loi protège les enfants contre l'exploitation au travail et elle interdit le travail forcé ou obligatoire, mais les pouvoirs publics n'ont pas veillé efficacement à l'application de ces lois, sauf dans l'économie formelle, principalement par manque de moyens.

L'âge minimum légal pour travailler est de 15 ans dans tous les secteurs d'activité. La loi interdit le travail des enfants de moins de 16 ans durant plus de 10 heures par jour, avec une heure de pause au moins. Les mineurs de moins de 16 ans ne sont pas autorisés à travailler entre 21 heures et 6 heures du matin dans le secteur non agricole, et de 20 heures à 5 heures du matin dans l'agriculture. Mais la loi ne s'applique pas au travail agricole saisonnier. La loi interdit

d'employer des mineurs de moins de 18 ans dans des carrières de pierre, des mines ou à d'autres tâches jugées dangereuses par les autorités.

Le non-respect de la législation du travail concernant les enfants était courant, particulièrement dans l'agriculture et dans des résidences privées en milieu urbain, où des enfants travaillaient comme employés de maison. En 2006, des ONG nationales et internationales ont indiqué que jusqu'à 87 % des mineurs qui travaillaient étaient employés dans des exploitations agricoles familiales. Selon des chiffres officiels, au cours des six premiers mois de l'année, les inspecteurs du travail ont délivré 142 avertissements et imposé 45 amendes à des entreprises qui employaient des mineurs âgés de 15 à 18 ans. En 2009, 15 entreprises ont dû payer des amendes pour avoir employé des mineurs de moins de 15 ans.

Dans la pratique, des enfants étaient mis en apprentissage avant l'âge de 12 ans, notamment dans de petits ateliers familiaux du secteur artisanal. Des enfants travaillaient aussi dans l'économie informelle du textile, de la fabrication de tapis et de l'industrie légère. Les conditions sanitaires et de sécurité imposées aux enfants, ainsi que leurs salaires, étaient souvent inférieurs aux normes. Le Code du travail ne concerne pas le travail domestique et n'interdit donc pas d'employer des filles comme servantes ou employées de maison. Organisme statistique officiel, le Haut Commissariat au Plan a publié un rapport en 2009, qui estimait que quelque 170.000 filles âgées de sept à 15 ans travaillaient illégalement comme employées de maison.

Selon des sources dignes de confiance, les mauvais traitements physiques et psychologiques envers des employées de maison étaient courants. Certains orphelinats étaient accusés de se rendre complices de cette pratique. La notion de servitude adoptive est généralement acceptée dans l'opinion publique, les parents de ces enfants étant souvent complices et recevant souvent une indemnisation en échange du travail de leurs enfants. La plupart des enfants employés de maison sont logés, nourris et vêtus au lieu d'être rémunérés. Les autorités ont mis en place des programmes pour combattre ces pratiques et les décourager.

Selon certaines sources, la police, les procureurs et les juges appliquaient rarement les dispositions légales sur la maltraitance des enfants ou sur le « travail forcé des enfants domestiques » ; par ailleurs, peu de parents d'enfants travaillant comme domestiques étaient désireux ou capables d'engager des poursuites qui pourraient leur donner directement gain de cause.

Les pouvoirs publics ont entamé quelques poursuites judiciaires contre des employeurs qui maltraitaient des enfants domestiques. En août, une femme à Casablanca a été condamnée à un an de prison après qu'on ait découvert qu'elle avait battu et maltraité sa domestique de 12 ans à plusieurs reprises. En 2009, un tribunal d'Oujda a condamné l'épouse d'un juge à trois ans de prison pour maltraitance d'un enfant domestique.

Le ministère de l'Emploi est chargé de l'application des lois et réglementations relatives au travail des enfants, ainsi que de la répression à cet égard. La loi prévoit des sanctions légales à l'encontre des employeurs qui embauchent des mineurs âgés de moins de 15 ans, avec des amendes allant de 27.000 à 32.000 dirhams (de 3.235 à 3.835 dollars É.-U.). Les dispositions juridiques à cet égard comprennent des sanctions pénales, des amendes ainsi que le retrait ou la

suspension de droits civiques, nationaux ou familiaux, parmi lesquels l'interdiction de séjour légal au Maroc pour une durée allant de 5 à 10 ans. Dans la pratique, les pouvoirs publics n'appliquaient pas systématiquement ces sanctions en raison d'un manque de moyens.

Les secteurs formel et informel continuent de ne pas respecter l'âge minimum légal pour l'emploi. Selon des fonctionnaires du ministère de la Justice, personne n'a été condamné pour avoir employé un enfant domestique. Les inspecteurs du travail chargés de faire appliquer le Code du travail ne sont pas habilités à inspecter des domiciles privés. Le secteur informel, où travaillent la majorité des enfants, n'est pas soumis au contrôle des inspecteurs, peu nombreux, du ministère du Travail. Aucun inspecteur du travail n'était exclusivement affecté aux questions de travail des enfants et il n'a pas été fait état de formations spécifiques dans ce domaine.

Conformément aux dispositions du Plan d'Action National pour l'Enfance 2006-2015, les pouvoirs publics ont, durant l'année, développé la coordination avec des ONG locales, nationales et internationales sur divers programmes éducatifs et de formation. Sous l'égide du Bureau du directeur de l'emploi et en collaboration avec des ONG, le ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a supervisé des programmes destinés à apporter une solution au problème du travail des enfants. Ils visaient à faire baisser l'incidence du travail des enfants par la sensibilisation, en apportant une assistance financière aux familles nécessiteuses et en réduisant les obstacles à l'assiduité scolaire.

Veillez également consulter le Rapport annuel du Département d'État sur la traite des personnes à l'adresse www.state.gov/g/tip.

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum s'élève à environ 10 dirhams (1,20 dollar É.-U.) de l'heure dans le secteur industriel et à environ 52,50 dirhams (6,30 dollars É.-U.) par jour pour les travailleurs agricoles. Le secteur informel, qui emploie environ 60 % de la population active, passe souvent outre à ces obligations en matière de salaire minimum. Même complété par des allocations fournies par le gouvernement, le salaire minimum ne permet pas à un travailleur et à sa famille de vivre décemment. Souvent, plusieurs personnes d'une même famille réunissent leurs revenus pour subvenir aux besoins des leurs. Dans le secteur industriel, la plupart des employés perçoivent davantage que le salaire minimum. Ils reçoivent généralement de 13 à 16 mois de salaire par an, primes traditionnelles liées aux congés comprises.

La loi prévoit une semaine de travail ne dépassant pas 44 à 48 heures, de 10 heures par jour au plus, le paiement d'un tarif plus élevé pour les heures supplémentaires, des congés annuels et jours fériés payés, ainsi que des conditions minimales de sécurité et de santé pour les employés, parmi lesquelles l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et les enfants. Les employeurs ne respectaient pas ces dispositions de façon uniforme dans tous les secteurs et les pouvoirs publics ne veillaient pas non plus efficacement à leur application. Le Code du travail ne couvre pas les travailleurs domestiques, qui sont pour la plupart des ressortissants marocains.

Les normes en matière de santé et de sécurité au travail sont rudimentaires, à l'exception de l'interdiction d'employer des femmes et des enfants pour certaines tâches dangereuses. Si les

inspecteurs du travail essayaient d'exercer une surveillance des conditions de travail et d'enquêter sur les accidents, ils étaient trop peu nombreux et manquaient de moyens. Même si les travailleurs ont, en principe, le droit de refuser des travaux pouvant porter atteinte à leur santé et à leur sécurité sans que leur emploi soit remis en cause, on ne signale pas de cas d'employés qui auraient tenté de faire valoir ce droit.